

# Gauche protestataire *versus* gauche gouvernementale : le piège infernal

PAR  
CHRISTOPHE RAMAUX

Gauche gouvernementale *versus* gauche protestataire : et si dans cette distinction même était contenu le pire des scénarios ? Le pire pour ce qui constitue le projet même de la gauche : la transformation de la société inscrite dans le refus de considérer l'ordre capitaliste et, de façon plus générale, toute oppression ou exploitation comme intangibles.

Ce qu'on pourrait nommer le scénario « noir » peut être précisé : une bipolarisation entre une droite libérale-sociale et une gauche sociale-libérale convergeant sur l'essentiel en matière économique et sociale, pour ne plus aspirer qu'à l'alternance des postes et des prébendes. Une bipolarisation flanquée, outre de l'extrême droite, d'une extrême gauche qui n'aurait comme vocation que de cultiver un « petit jardin contestataire ». Un scénario « à l'américaine » en quelque sorte, ou à l'anglaise avec le blairisme, où l'activisme de groupes à vocation minoritaire n'a d'égal que l'impossibilité où se trouve le peuple<sup>1</sup> de pouvoir peser sur les choix essentiels.

Ce scénario est loin d'être le plus probable. La tradition proprement « politique » de la citoyenneté française s'y oppose. Les résultats mêmes de la présidentielle et des législatives lui laissent peu de place. La mini vague bleue des législatives exprime d'abord un rejet de la cohabitation, soit aussi une façon de rejeter le consensus mou porté par tous les « modernisateurs ». Les piteux scores de Chirac et Jospin au premier tour de la présidentielle, surtout, attestent de l'absence d'un espace majoritaire pour la modernisation libérale. Car c'est bien là l'une des leçons majeures du « tremblement de terre » du 21 avril : dans le prolongement de la plupart des scrutins de ces vingt dernières années, les citoyens ont massivement rejeté le libéralisme (quelles qu'en soient les variantes), même si c'est, pour une part, de la pire manière (le vote Front national). On ne peut comprendre autrement le « drame jospinien ».

## ● Le « drame jospinien »

Il importe pour la gauche de tirer un bilan sans complaisance mais aussi sans caricature – on aura reconnu les deux travers symétriques qui guettent la gauche de gouvernement et celle de protestation – du gouvernement Jospin.

1. On continuera ici à parler de « peuple » là où certains préfèrent dorénavant parler de « multitudes » avec son cortège « d'individualités » (M. HARDT et T. NEGRI, *Empire*, Exils, 2000).

Sans caricature : Jospin pouvait se prévaloir d'un bilan honorable, non seulement par rapport aux trahisons en chaînes des deux septennats Mitterrand, mais de façon plus positive y compris en matière de politique économique et sociale. C'est ce qui explique d'ailleurs sa popularité maintenue et inédite pendant cinq ans, la hargne persistante du MEDEF ou bien encore le fait que cette expérience a servi de point d'appui pour ceux qui s'opposent au social-libéralisme en Europe et au-delà<sup>2</sup>. Un bilan honorable qui renvoie non pas à une « astucieuse gestion de la conjoncture », comme le soutiennent les sociaux-libéraux<sup>3</sup>, mais justement aux inflexions qu'il avait su prendre à l'égard des dogmes libéraux. Alors que la politique économique reposait depuis 1983 sur trois piliers – le franc fort, l'austérité salariale et l'austérité budgétaire –, avec les résultats que l'on connaît, on peut considérer que les succès indéniables obtenus sur le front de l'emploi, et donc du chômage (près d'un million de chômeurs en moins), entre 1997 et 2001, l'ont été dans la mesure justement où ces trois piliers ont été « relâchés<sup>4</sup> », avec en sus une politique des 35 heures qui, en dépit de ses nombreuses limites, a incontestablement permis de créer des emplois<sup>5</sup>.

Sans complaisance. Loin de prendre appui sur cette démonstration *in vivo* de l'efficacité de politiques non libérales de soutien à la croissance et à l'emploi, le gouvernement Jospin s'est refusé à rompre véritablement avec le social-libéralisme. D'emblée, certaines mesures ont témoigné de ces atermoiements : la poursuite – parfaitement libérale – de la politique de baisse de cotisations sociales (rebaptisées pour l'occasion « charges sociales »), les privatisations, le refus d'engager les nécessaires ruptures avec l'architecture libérale de l'Europe, puis les « touches fabiusiennes » avec la baisse de l'impôt sur le revenu et la création de la Prime pour l'emploi. Pire, au lieu d'offrir un projet mobilisateur de progrès social pour les exclus, les classes populaires et les couches moyennes, le candidat Jospin s'est finalement lancé – publications de Strauss-Kahn et de Fabius à l'appui – dans une campagne où le social-libéralisme le disputait à son double : l'affadissement des « communicants ». Le bilan a été sans appel. Il est à souhaiter que les militants du Parti socialiste en tirent toutes les conclusions, y compris contre les « synthèses » molles qui serviraient de marche-pied à ceux (Fabius et consorts) qui, à défaut de pouvoir se compter majoritairement sur leur « ligne », peuvent justement se contenter de ce type de synthèse. L'enjeu est d'importance. Car n'en déplaise à ceux qui ne voient dans le PS qu'un cortège de Safrane, celui-ci est aujourd'hui, et de loin, la principale force électorale, bien sûr, mais aussi militante à gauche, et nul projet majoritaire ne peut se concevoir, pour l'heure, sans lui.

Tel est bien l'enjeu de ces prochaines années : (re)construire un projet majoritaire qui dessine une perspective de transformation sociale et de progrès concrets pour le plus grand nombre et l'arc de force politique susceptible de porter ce projet.

Trois conditions sont requises pour ce faire. Les deux premières portent sur le contenu politique et la « base sociale » d'un tel projet, la troisième sur le positionnement stratégique des uns et des autres.

2. De même, selon plusieurs études réalisées après le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, une part significative – et totalement inédite par rapport aux élections antérieures – des électeurs de gauche qui ne l'ont pas fait déclarent regretter de ne pas avoir finalement voté Jospin une fois pris connaissance des résultats.

3. On le comprend aisément de leur point de vue : ils ne cessent, en effet, de soutenir que l'État ne peut plus prétendre dicter sa loi à l'économie. Plus étonnant est que cet argument, qui contribue un peu plus à la dépolitisation ambiante, ait été repris par une bonne partie de la gauche critique.

4. Les salaires réels ont augmenté au même rythme que la productivité du travail sur la période, l'austérité budgétaire a été en partie relâchée. Quant à l'euro faible, Jospin n'y est pour rien, mais démonstration est ainsi faite de l'aporie des politiques dogmatiques de monnaie forte. Cf. en ce sens, l'ouvrage de la FONDATION COPERNIC, *Un social-libéralisme à la française?*, La Découverte, 2001.

5. M. Husson (« Réduction du temps de travail : une nouvelle évaluation », *La Revue de l'IRE*, n° 38-1, 2002) estime à 500 000 le nombre d'emplois créés grâce aux 35 heures.

### ● Un projet majoritaire de rupture avec le social-libéralisme

Les résultats des législatives et de la présidentielle s'inscrivent dans la fin de deux cycles. Un cycle « court », celui de l'expérience Jospin, et un cycle long marqué par la fin du « communisme » comme perspective d'émancipation, de dépassement du capitalisme. Le socialisme est-il susceptible de remplir ce vide? Chacun perçoit ce qu'a d'abstrait, pour l'heure, cette référence, et, plus encore, celle au communisme pour ceux qui s'évertuent à s'en revendiquer sans percevoir l'énergie finalement paralysante que cette référence exige. L'anticapitalisme est en deuil d'un projet alternatif et il faudra du temps pour que ce projet trouve à se formuler. Reste à s'atteler à la tâche en sachant qu'en la matière les réflexions théoriques n'ont de sens que si elles sont « en prise » avec le mouvement concret de la société. La place du marché, de la concurrence – y compris contre le capital lui-même –, la question de l'« appropriation sociale<sup>6</sup> » et celle des réformes institutionnelles à mettre en œuvre pour que le pouvoir des citoyens retrouve son sens à tous les niveaux, les réponses à apporter à la mondialisation libérale, autant de défis théoriques, parmi d'autres, à relever pour la gauche en sachant que sur chacun d'eux les débats traversent autant la « gauche protestataire » que la « gauche gouvernementale », ce qui est la preuve de leur « sort commun ».

Plus concrètement, et de façon plus évidente encore avec la faillite en cours du modèle de capitalisme « patrimonial » ou « actionnarial », c'est dans la lutte contre le libéralisme économique que la gauche peut trouver à s'unifier et à se régénérer. Plus positivement, c'est, non seulement dans la défense, mais dans la redéfinition et l'extension de ce que l'on peut appeler l'État-social que la gauche est susceptible de retrouver le chemin de la contre-offensive. Pour les sociaux-libéraux, l'État, en matière économique et sociale, n'a vocation qu'à réaliser le « programme du marché » que des « imperfections » l'empêchent de réaliser lui-même. Sur la question centrale de l'emploi et du chômage, cela donne la réponse suivante : l'État doit intervenir pour prendre en charge (exonération de « charges sociales » et impôt négatif à l'appui) tout ce qui excède le « salaire d'équilibre » censé équilibrer l'offre et la demande de travail. Pour la gauche non libérale, à l'inverse, le marché laissé à lui-même est inefficace, source de gabegie et notamment de chômage. L'État a donc vocation à intervenir pour réaliser ce qu'il ne peut assurer : le plein-emploi, la réduction des inégalités ou bien encore le développement durable.

Historiquement, cette intervention s'est affirmée autour de quatre volets : la politique économique (avec notamment les politiques budgétaire, monétaire et de revenu), la Sécurité sociale, le droit du travail et les services publics. Une affirmation progressive, d'abord centrée sur la couverture de certains « risques » (les risques sociaux) et des prestations largement minimales, puis finalement orientée vers la réalisation d'un certain bien-être social (les prestations visent ainsi à assurer un certain niveau de vie synonyme de développement, et non plus seulement un minimum vital), un certain progrès social, ce qui justifie d'ailleurs que l'on puisse parler

6. Sur ce sujet, voir la note de la FONDATION COPERNIC, *L'appropriation sociale*, Syllepse, 2001.

d'État-social. C'est cette vocation qu'il s'agit d'approfondir y compris au besoin en redéployant l'État-social – vers la satisfaction de nouveaux besoins ou de besoins mal assumés aujourd'hui (logement social, crèches, formation non directement liée aux besoins des entreprises, accès à Internet, loisirs, etc.) – ainsi que son mode de fonctionnement effectivement parfois contestable du point de vue de son efficacité sociale (lourdeurs bureaucratiques, etc.). Mais une chose est de partir de ces limites pour mieux les dépasser, autre chose est d'en prendre prétexte pour mettre à bas l'État-social lui-même et sa vocation. Or, force est de constater que sur ce registre l'offensive n'est pas uniquement menée par le MEDEF, la droite<sup>7</sup> et la fraction sociale-libérale de la « gauche gouvernementale ». Au nom d'une vision fort réductrice de l'État, au demeurant fort ancienne, une fraction non négligeable de la « gauche contestataire » participe ainsi, à sa façon, à l'offensive. La thèse, parfaitement libérale, selon laquelle les politiques économiques de soutien à la croissance et à l'emploi seraient « dépassées » y fait, par exemple, florès, tout comme il y a peu les sornettes sur la « fin du travail ». Dans la même veine, Moulrier Boutang, l'un des initiateurs de l'appel « Toute la gauche », n'hésite pas à fustiger ceux qui à gauche se pré-occupent d'abord de « l'augmentation du Smic et des minima sociaux » ou bien encore « de la nationalisation ou pas d'EDF ». Il leur préfère ceux qui, tel « Arnaud Montebourg et d'autres [...] ne se positionnent pas selon le clivage "libéral ou pas", mais plutôt sur l'acceptation ou non des institutions de la v<sup>e</sup> République<sup>8</sup> ». Comme si l'on ne pouvait pas être simultanément pour des réformes institutionnelles allant dans le sens d'un pouvoir accru des citoyens à tous les niveaux et contre le libéralisme économique! Comme si les politiques libérales visant à contourner les règles de l'État-social pour protéger « ceux d'en bas » étaient étrangères à la dévitalisation de ce pouvoir des citoyens.

Dit autrement et preuve supplémentaire qu'elles ont « partie liée », le débat sur l'État-social, et donc sur le libéralisme économique, ne concerne pas que la « gauche gouvernementale », mais aussi la « gauche contestataire ». Le débat sur la convention européenne de 2004 risque de le prouver à nouveau. Au nom de cette belle idée et de ce beau projet concret que pourrait être l'Europe<sup>9</sup>, d'aucuns ont déjà accepté le corset des traités de Maastricht puis d'Amsterdam. Et il est à craindre que les mêmes – et d'autres – remettent cent sous dans la machine au nom, cette fois, de l'« Europe politique » en acceptant, par exemple, un projet de Constitution où les droits sociaux sortiraient *de facto* réduits au minimum. La tribune de Pierre Moscovici dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet 2002 est, en ce sens, évocatrice. Il implore Jacques Chirac de lui laisser son poste à la Convention au nom de l'argument suivant : « le souci d'associer les grandes forces poli-

7. Preuve supplémentaire de l'aporie du « au-dessus de la droite et de la gauche » avancé par Chevènement, il est piquant de constater que la quasi-totalité de la droite est aujourd'hui acquise au libéralisme... De Villiers étant loin d'être en reste sur ce registre. Plus délétère sans doute à terme, si du moins la gauche déserte ce terrain, est le tournant anti-libéral opéré par le Front national sur certains domaines (la défense du SMIC notamment).

*Une chose est de partir de ces limites pour mieux les dépasser, autre chose est d'en prendre prétexte pour mettre à bas l'État-social lui-même et sa vocation.*

8. *Politis*, 27 juin 2002.

9. L'Europe, en sus des politiques nationales, pourrait ainsi mettre en œuvre un audacieux plan de relance budgétaire (en matière de feroutage par exemple) financé par l'emprunt. Mais cela suppose de lever l'un des verrous libéraux qui veut que le budget de l'Union européenne soit, en tous temps, strictement équilibré.

tiques à l'essentiel, qui doit réunir les Français: l'avenir de notre Europe », étant entendu « que la droite ne pourra, seule, conquérir aisément le consentement des Français sur un sujet qui les divise tant! ». Dit autrement: le clivage droite/gauche n'aurait plus de sens dès que l'on parle d'Europe politique et une référence au « consentement » (à défaut d'adhésion donc) qui trahit bien une piètre ambition.

### ● L'Europe et la gauche

On ne « réconciliera » pas le peuple avec l'Europe tant que celle-ci n'aura pas fait la preuve de son utilité en matière sociale. C'est évidemment possible, mais cela exige des ruptures franches avec le libéralisme économique qui domine sa construction. Une double domination en fait: celle qui découle des traités européens et celle, plus rhétorique mais tout aussi effective du point de vue de ses effets, par laquelle les gouvernements utilisent « l'Europe » – au même titre que la mondialisation – comme argument d'autorité pour mieux faire passer des « réformes » qu'ils auraient du mal à justifier sans cela. On suggérera ici que nombre de débats sur l'organisation institutionnelle de l'Europe – et notamment sur le pouvoir qu'il convient d'accorder aux différents niveaux (Europe, États-nations,

régions...) – gagneraient à être rattachés à la question des droits sociaux. En la matière, l'Europe a indéniablement son rôle à jouer, notamment pour éviter les pratiques de dumping social (ou fiscal d'ailleurs). Une Europe sociale digne de ce nom devrait ainsi édicter un certain nombre de normes (en matière de salaire, de durée du travail, de recours aux emplois précaires, etc.) qui, combinées à des

*Dit autrement: le clivage droite/gauche n'aurait plus de sens dès que l'on parle d'Europe.*

subventions, permettraient d'assurer une convergence « par le haut » des États les moins développés en matière économique et sociale (la Grèce, le Portugal et, plus encore, les candidats à l'élargissement). Cette indispensable dimension européenne ne peut cependant remplacer l'intervention des États-nations. Les inégalités entre pays européens n'autorisent, en effet, qu'une définition largement minimale des droits sociaux applicables à l'échelle européenne. La Grèce et, demain, les pays d'Europe de l'Est ne pourront pas, et avant longtemps, adopter, par exemple, le niveau du SMIC français. Un SMIC européen n'a donc de sens que s'il s'agit d'un SMIC minimum... qui ne se substitue pas aux SMIC nationaux lorsqu'ils sont plus élevés. Plus systématiquement, il est aisé de montrer qu'en matière de droits sociaux *effectifs*, les travailleurs français, allemands, etc. ont peu à attendre concrètement de l'Europe sociale (au-delà d'une garantie de non-dumping ce qui n'est déjà pas si mal) dans la mesure où les normes européennes ne peuvent guère apporter de « plus » pour ces pays. Il faut donc, à côté de ces normes minimales (et nécessaires!), que les États-nations *gardent leurs prérogatives* pour maintenir et enrichir les droits sociaux (protection sociale, droit du travail mais aussi services publics) qui vont « au-delà » (on retrouve la question du bien-être social). Soit l'exact

contraire que ce que propose le MEDEF : une réduction drastique du champ de la loi nationale, au profit d'un système où des normes européennes minimales ne pourraient être ensuite négociées qu'à... l'échelon local, soit un niveau où le rapport de force, pour les salariés, est souvent plus dégradé.

La proposition suivante – directement tiré du « principe de faveur<sup>10</sup> » – résume ce qui précède : en matière de droit sociaux – entendus au sens très large – c'est la loi nationale qui doit primer *sauf* si le droit européen, ou local d'ailleurs (en incluant ici les accords collectifs de branche ou d'entreprise), est plus favorable aux salariés.

### ● La « base sociale » : pour en finir avec les « bobos »

Si elle ne l'absorbe pas totalement, la représentation que l'on se fait de la réalité contribue à la construire et cela vaut évidemment pour la stratification sociale. La figure de l'ouvrier, homme, blanc de la métallurgie comme archétype du peuple, largement préfabriquée par le Parti communiste, a ainsi longtemps contribué à construire un certain imaginaire social avec ses faiblesses (la négation de ceux qui dérogeaient au « type ») mais aussi ses forces (la construction d'un statut pour tous par référence à celui effectivement obtenu par le « type »).

À suivre certains, la représentation de la stratification sociale qu'il conviendrait d'adopter est la suivante : d'un côté les exclus et de l'autre les couches moyennes supérieures, avec, entre les deux, des couches populaires en voie d'extinction. Chacun à leur façon, les discours sur les « bobos », sur la centralité qu'il conviendrait d'accorder aux mouvements de « sans » ou du « précaire » participe de cette représentation. Ils doivent être contestés et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, parce qu'ils tendent à présenter les couches populaires comme une espèce en voie de disparition, simple résidu d'un passé définitivement dépassé car associé au fordisme industriel. Or, si le travail a bien considérablement changé depuis vingt-cinq ans, les « couches populaires » d'ouvriers et d'employés forment toujours près de 60 % de la population active, soit la même proportion qu'il y a vingt ans<sup>11</sup>. Si on y ajoute les professions intermédiaires (infirmières, instituteurs, etc.) on arrive à 80 %. On ne peut donc concevoir de projet de transformation sociale avec un cœur de cible constitué des « couches moyennes supérieures<sup>12</sup> ». Dans certaines salles de rédaction, on oublie qu'à vingt mille francs nets par mois, on fait partie des 10 % les mieux rémunérés. La focalisation par trop exclusive sur les « sans » et les « exclus », c'est le second point, conforte cette négation des populations au travail. On peut même suggérer qu'elle contribue à leur déstabilisation en présentant l'exclusion et la précarité comme leur inéluctable devenir. Dans le prolongement des travaux de Robert Castel, il faut au contraire souligner que l'exclusion participe d'un mouvement général d'instabilisation du salariat, et que ceux qu'on nomme les exclus ne sont rien d'autres que des salariés désaffiliés qui aspirent à (ré)intégrer le « droit commun » du salariat. Corollaire fonctionnel du précédent, le discours sur les « bobos » aliène, quant à lui, l'invisibilité de la bourgeoisie. Les couches moyennes

10. Le « principe de faveur » est au cœur du droit du travail et de l'« ordre social » qu'il institue. Selon ce principe, les clauses de niveaux inférieurs (contrat individuel de travail, accord d'établissement, accord d'entreprise, accord de branche, accord interprofessionnel) ne sont valides que si elles apportent un « plus » pour le salarié par rapport aux différents niveaux supérieurs.

11. La baisse du nombre d'ouvriers (surtout des non qualifiés) a été compensée par une forte hausse du nombre d'employés (y compris non qualifiés).

12. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures a certes doublé, elle n'en reste pas moins limitée à 15 % (dont une bonne part de cadres non dirigeants).

*Sous un vernis de branché,  
c'est bien la vieille morgue  
vis-à-vis du peuple qui  
structure le discours de  
la gauche « moderne »  
ou « postmoderne ».*

ou les cadres supérieurs à quinze ou même trente mille francs par mois peuvent être effectivement privilégiés, en particulier du point de vue du capital culturel ou symbolique. Elles ne doivent pas, pour autant, faire oublier la bourgeoisie proprement économique qui, pour une partie, émarge à plus de cent mille francs, ou un million de francs par mois. Pire, l'expression de « bobos » laisse clairement entendre que l'ouverture d'esprit serait dorénavant l'apanage

de la bourgeoisie. C'est oublier un peu vite les scores de Christine Boutin ou même de l'extrême droite dans les beaux quartiers. Et c'est surtout paupériser un peu plus le « peuple », une paupérisation intellectuelle cette fois-ci, en laissant entendre qu'il serait fatalement composé de beaufs foncièrement racistes et homophobes.

Sous un vernis de branché, c'est bien la vieille morgue vis-à-vis du peuple qui structure le discours de la gauche « moderne » ou « postmoderne ». Loin de ses errements, c'est la masse du peuple formée des couches populaires (avec leurs exclus), moyennes et même pour partie supérieure que la gauche doit retrouver, réunifier et remobiliser pour redessiner l'espoir.

● **Les bonnes leçons du trotskisme... contre le gauchisme**

Parce qu'elle aspire à transformer la société, la gauche se doit d'être à la fois gouvernementale et contestataire. Gouvernementale, car son projet est bien de gouverner autrement la société. Contestataire parce que ce gouvernement doit viser à changer l'ordre inégal, injuste de cette société.

L'héritage du trotskisme mérite évidemment mieux que la gangue sectaire de Lutte ouvrière. Mais il mérite aussi mieux qu'une LCR dont l'ambition semble aujourd'hui se réduire à atteindre un jour, seule, les 10 % et un parti de dix mille militants... sans trop se soucier du comment transformer la société sur cette base. 10 % c'est, en effet, peu, si on songe que l'expérience du siècle passé exclut définitivement tout projet de transformation sociale qui ne serait pas approuvé majoritairement par les citoyens, notamment à l'occasion d'élections<sup>13</sup>. Comment faire? Trotski, de son vivant, n'a cessé de fustiger les gauchistes qui, tournant le dos au « front unique », sont d'autant plus confortablement installés dans leur certitude. Le choix fait par la LCR (y compris aux dernières législatives) de ne plus appeler à « voter à gauche » au second tour, alors même qu'elle l'a fait sous les deux septennats de Mitterrand, est lourd de conséquence à cet égard. Outre le risque, s'il était confirmé, de conforter durablement la droite au pouvoir, ce choix renforce dès aujourd'hui très concrètement les courants sociaux-libéraux qui, au sein du PS, en prennent argument pour viser au centre plutôt qu'à gauche.

Tournant le dos aux postures avant-gardistes de « ceux qui savent tout et n'ont jamais trahi », l'extrême gauche doit apprendre à douter. À l'instar du Parti des travailleurs brésilien qu'elle cite souvent en référence, elle doit

13. Notons au passage que l'attrait du pouvoir concerne tout le monde y compris au niveau médiatique. On le savait pour « Arlette », on le sait dorénavant pour la LCR avec son gentil facteur, élevé au rang d'« Amélie Poulain de la gauche » par l'un de ses propres « dirigeants historiques » (F. Sabado). Sur un autre registre, parions que le PS ou le PC ont plus renouvelé leur direction exécutive au cours des vingt dernières années que LO ou la LCR.

simultanément se doter d'une véritable ambition politique : créer une force – un Front plutôt qu'un unique Parti au moins dans un premier temps – qui rassemble tous ceux qui, réformistes ou révolutionnaires, refusent le social-libéralisme économique.

Le clivage réforme/révolution est d'autant plus discutabile aujourd'hui qu'aucun projet alternatif de société n'existe pour l'heure. C'est donc bien sur le clivage sociaux-libéraux et partisans de la transformation sociale qu'il convient de refonder une gauche digne de ce nom. Cette perspective permettrait de sortir de « l'impasse » stratégique qui consiste à évoquer de façon rituelle un « troisième tour social » alors même que les « mouvements sociaux » sont justement en quête d'un débouché politique qu'ils ne peuvent – sauf à se renier – offrir eux-mêmes. Entendons-nous bien : des mobilisations seront bien entendu nécessaires pour s'opposer aux mesures de la droite. À l'instar de celles de 1995, elles n'offriront cependant pas en elles-mêmes un débouché politique, pas plus que les mouvements sociaux ne peuvent prétendre, en eux-mêmes, se substituer au mouvement propre du politique. En quelques années, la LCR est passée d'une prétention exorbitante à être « l'avant-garde » politique à un activisme – maintenant doublé d'un certain électoralisme – qui peine à masquer l'absence de projet politique. Puisse-t-elle retrouver le sens du Front unique, dont elle est l'héritière, et retrouver ainsi une certaine boussole politique. ●